

SUISSE

L'INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL ET LA GUERRE D'ORIENT

Observations et vœux délibérés le 12 septembre 1877

L'institut de droit international, réuni en session ordinaire à Zurich, déclare qu'il approuve et ratifie, de la manière la plus complète, « *l'Appel aux belligérants et à la presse* » publié en son nom par son bureau, sous la date du 28 mai dernier¹.

¹ Ce document a été reproduit ou résumé en diverses langues, par un grand nombre de journaux importants de plusieurs pays. En voici une analyse rapide :

Au moment où vient d'éclater une guerre, qui menace d'être longue et terrible, « le devoir de tous ceux qui croient pouvoir exercer une influence quelconque... en faveur du droit et de l'humanité, est tracé... Ils ont à rappeler aux combattants engagés des deux côtés que, même dans les guerres les plus justes, il est des moyens que le droit et l'humanité réprouvent absolument... » L'Institut de droit international ne saurait manquer à ce devoir sans oublier le texte et l'esprit de ses statuts. Il est vrai qu'il ne forme qu'une association purement privée, sans caractère officiel. « Mais ce serait méconnaître un fait historique constant, que de dénier toute influence à la parole même de simples particuliers, lorsque cette parole est l'écho d'un sentiment général. »

C'est pour répondre à ce sentiment général incontestable, que le bureau de l'Institut a cru utile de rappeler, en les résumant et les précisant, « les règles du droit de la guerre qui ont été expressément consacrées par des traités récents » (déclaration de Paris de 1856, Convention de Genève de 1864, déclaration de St-Petersbourg de 1868) « ou qui ont obtenu l'approbation et une sorte de sanction commune, dans le travail collectif des représentants de tous les États européens, réunis à Bruxelles en 1874. »

Après en avoir fait l'exposé, le bureau de l'Institut ajoute :

« Nous savons combien il est difficile d'avoir toujours devant les yeux, au milieu des périls de la guerre, les prescriptions rigoureuses de l'humanité. Le soldat excité par l'ardeur du combat, par l'enivrement de la victoire, par une résistance aux abois, ou par le sentiment de sa propre conservation, n'est que trop naturellement porté à violer, sans réflexion comme sans scrupule, les règles de modération qu'il approuvait pleinement quand il était de sang-froid. Mais le but suprême du droit, qui est d'assurer et de

S'inspirant de la pensée qui a dicté cet acte, l'Institut croit ne pas pouvoir clore la présente session sans élever de nouveau la voix en faveur du droit et de l'humanité. Déterminé cependant à se limiter au rôle qui lui revient, l'Institut n'émettra pas d'opinion collective sur les faits qui ont amené la guerre actuelle entre la Russie et la Turquie, ni sur les mesures à prendre pour donner satisfaction, par la voie des traités, aux intérêts légitimes engagés dans la lutte. C'est du droit international positif, obligatoire pour tous, et non des solutions de la politique ou de la diplomatie, — c'est spécialement des lois de la guerre, exactement définies par l'acte du 28 mai, de leur reconnaissance et de leur application, que l'Assemblée croit pouvoir s'occuper utilement. Même dans cette sphère limitée, elle s'abstiendra de toute appréciation qui ne serait pas fondée sur des preuves irrécusables.

De part et d'autre, les belligérants s'accusent de méconnaître les lois de la guerre. Chaque jour nous apporte le récit détaillé de nouvelles horreurs. Malheureusement, s'il faut reconnaître que la plupart de ces faits, honteux pour notre siècle, alarmants pour l'avenir, ne sont que trop réels, — les moyens de rechercher la vérité au sujet de chaque cas particulier font le plus souvent défaut.

Il ne peut donc s'agir pour l'Institut de se livrer à une enquête impossible, sur un nombre chaque jour croissant d'allégations passionnées. Mais il est une autre question qu'une association de jurisconsultes, fondée pour « favoriser le progrès du droit international, » a le devoir de se poser et les moyens de résoudre. C'est celle de savoir jusqu'à quel point des mesures ont été prises par les belligérants pour assurer, autant que possible, la connaissance et l'observation des lois de la guerre par leurs armées respectives.

Voici à cet égard les faits constatés.

Presque au moment où paraissait « *l'Appel aux belligérants et à la presse*, » un ukase impérial, du 12/24 mai 1877, prescrivait à toutes les autorités civiles et militaires de l'Empire russe l'observation, non seulement de la Convention de Genève de 1864 et de la déclaration de

« maintenir entre les hommes des relations humaines, n'en doit pas moins
« dominer la guerre elle-même. Cette vérité ne saurait être rappelée avec
« trop d'insistance à ceux qui gouvernent les peuples ou commandent les
« armées. »

St-Pétersbourg de 1868, mais aussi des principes proclamés par la Conférence de Bruxelles en 1874.

Les mêmes conventions et les mêmes principes ont été portés à la connaissance des troupes russes, au moyen d'une sorte de catéchisme militaire, par demandes et réponses, publié le 1/13 juin 1877 dans le « Recueil militaire russe » organe officiel du Ministère de la guerre. Cette publication a été tirée à plusieurs milliers d'exemplaires et distribuée dans l'armée active.

Le gouvernement russe a enfin publié, le 10-22 juillet 1877, un « Règlement sur les prisonniers de guerre », qui sanctionne, comme prescriptions obligatoires pour ses armées, les règles les plus humaines du droit des gens.

En regard de ces actes, qui prouvent tout au moins les efforts faits par la Russie pour enlever à ses soldats tout prétexte d'ignorance, et leur présenter l'observation des lois de la guerre comme faisant partie de leurs devoirs professionnels, l'Institut a le regret de devoir constater qu'aucun acte officiel, émané du gouvernement turc, n'a eu pour objet de porter d'une manière précise à la connaissance des troupes turques le droit coutumier, notamment les prescriptions de ce droit formulées dans le projet de déclaration de Bruxelles.

En est-il du moins différemment en ce qui concerne le droit écrit, c'est-à-dire la Convention de Genève ? Malheureusement non. Le texte même de ce traité vient seulement d'être traduit en langue turque pour la première fois, à la suite des représentations de plusieurs puissances neutres, signataires du même acte. Il n'est pas téméraire d'affirmer que les troupes turques ignoraient leurs obligations à cet égard, quand on voit le Gouvernement turc lui-même s'y méprendre. On lit, en effet, dans une lettre adressée le 16 novembre 1876 par Safvet Pacha, ministre des affaires étrangères, au Conseil fédéral suisse, la phrase suivante : « Comme signataire de la Convention de Genève, la Turquie a pris l'engagement de respecter et de protéger les ambulances de la Société de la Croix rouge, en même temps qu'elle a acquis le droit de former elle-même des Sociétés ayant le même objet et régies par les mêmes règles ! » On sait que, dans la Convention de 1864, il n'est pas même question de sociétés de ce genre.

On peut s'étonner aussi que la Porte, signataire de la Convention de Genève dès le 5 juillet 1865, et l'ayant tacitement ratifiée par

le silence de ses représentants à Bruxelles en 1874, ait attendu la fin de 1876, pour s'apercevoir que la *Croix rouge* « blesse les susceptibilités du soldat musulman. » (Dépêche précitée du 16 novembre).

Il est vrai que, le 13 juin 1877, le Gouvernement turc, après avoir commencé par substituer de sa propre autorité le Croissant à la Croix rouge dans ses ambulances, a affirmé, par une autre dépêche au Gouvernement fédéral suisse, que des instructions formelles venaient d'être données aux troupes ottomanes pour respecter la Croix rouge des Russes.

L'Institut, tout en se félicitant de cette reconnaissance d'une obligation internationale, regrette de ne connaître ni la teneur, ni la date des instructions en question. Il ne peut d'ailleurs s'empêcher de rappeler que, plus de deux mois après la dépêche du 13 juin, l'Allemagne, et plusieurs autres puissances signataires de la Convention de Genève, se sont vues dans la nécessité de rappeler la Turquie à l'observation de ses engagements contractuels.

L'Institut n'a pas à se demander s'il entre dans la pensée de l'un des belligérants de violer ou de laisser violer par ses troupes les lois de la guerre. Mais en dehors de la question de bonne foi, il y a une question de responsabilité, qui peut résulter soit de la négligence dans l'instruction des troupes, soit de l'emploi de hordes sauvages, non susceptibles de faire une guerre régulière. Il incombe à des États qui se disent civilisés et font partie du concert européen, de repousser entièrement l'emploi de pareils auxiliaires. Un gouvernement qui leur devrait son triomphe, se mettrait lui-même hors la loi internationale. Il deviendrait responsable de tous ces mauvais instincts qu'il n'aurait pas comprimés, de cette barbarie contre laquelle il n'aurait pas réagi.

L'Institut ne saurait donc considérer comme une excuse valable, celle qui consisterait à rejeter sur des troupes irrégulières, Bachi-Bozouks, Tscherkesses, Kurdes ou autres, la responsabilité de cruautés avérées. Si ces troupes sont absolument incapables de se conduire comme des êtres humains et raisonnables, le fait seul de les employer est, comme l'enseigne depuis longtemps l'unanimité des auteurs, une infraction grave aux lois de la guerre. Si cette incapacité absolue n'existe pas, c'est au belligérant qui utilise leurs services à les régulariser.

L'Institut est loin, en signalant ces abus et en protestant contre leur maintien, de vouloir aggraver les divisions et appeler des re-

présailles stériles. Animé d'un ardent amour de paix et de justice, l'Institut entend uniquement user de toute l'influence qu'il peut devoir à son organisation, à ses antécédents, aux études spéciales de ses membres, pour indiquer ce qui, d'après lui, serait de nature à empêcher les guerres modernes de présenter, à côté des plus nobles exemples de courage, de patriotisme et de charité, le spectacle dégradant de la férocité et de la bestialité poussées jusqu'à leurs dernières limites.

C'est dans cet esprit que l'Institut émet les vœux suivants :

1° Que, comme complément à l'œuvre commencée à Bruxelles en 1874 et conformément aux conclusions adoptées par l'Institut à La Haye en 1875, les divers États s'obligent contractuellement à l'observation de certaines lois et coutumes de la guerre ;

2° Que les lois et coutumes de la guerre, à formuler par traité, soient par cela même considérées comme placées sous la sauvegarde de l'ensemble des États européens, et que ceux-ci, en vue d'éclairer l'opinion, développent, s'il se peut, l'institution des attachés militaires, chargés de suivre les armées belligérantes et de renseigner leurs gouvernements sur les infractions graves qu'ils constateraient contre les lois de la guerre. — Un excellent exemple est donné dans ce sens par la publication que le gouvernement anglais a faite des rapports du colonel Wellesley ;

3° Que les divers gouvernements prennent toutes les mesures nécessaires, pour porter ces lois et coutumes à la connaissance individuelle des officiers et des soldats qu'ils emploient à leur service ;

4° Que, comme mesure d'application, garantissant la réalité des informations spéciales données tout au moins aux chefs de corps, chaque officier, avant d'entrer en campagne, signe un procès-verbal constatant que lecture lui a été donnée d'une instruction relative aux lois et coutumes de la guerre, et que, en outre, il a reçu un exemplaire de cette instruction.

Pour l'Institut de droit international :

LE PRÉSIDENT :	E. DE PARIEU.
LES VICE-PRÉSIDENTS :	J.-C. BLUNTSCHLI.
	T. M. C. ASSER.

LE SECRÉTAIRE-GÉNÉRAL : G. ROLIN-JAEQUEMYS.
